

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

N°	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS
1	Constitutions des entités territoriales de la région de la Casamance avec des systèmes d'information et de planification territoriale arrêtés par consensus et opérationnels	Conception et diffusion d'un nouveau système territorial d'information pour les collectivités locales dans la région naturelle de Casamance	L'actuelle réforme de l'Etat dans l'Acte 3 de la Décentralisation ne se traduit pas en règlements et ressources suffisantes pour les nouveaux Pôles de Développement Economique	* En 2015 OUI/NON les entités territoriales chargées de l'Aménagement du Territoire de la Casamance, disposent de systèmes d'information et de planification conçus de manière consensuelle et opérationnels. ** Nombre de plans locaux cohérents avec le nouveau système d'information (SRAT, SIRAT, PLD, PRDI, PIRDI, etc.) approuvés.	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales de la Région naturelle de Casamance à Kolda, Ziguinchor et Sedhiou port l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. ONGD espagnoles: 10-CO1-13_01. APS/ATO SAGE: Contribution à la Sécurité alimentaire et Gouvernance environnementale au Sénégal, en Gambie et Guinée Bissau. /// SE 2014 O 2015: Appui technique pour la définition d'un système d'information territoriale (PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE) en Casamance avec le MATCL
		Les Directions Régionales de Développement Rural de Casamance disposent de capacité d'intégrer l'information sectorielle dans les systèmes d'information territoriale.	Manque d'Articulation territoriale des DRDR	En 2015 les systèmes territoriaux d'information des régions de Casamance contiennent une information éparpillée sur Sécurité alimentaire et développement rural.	SE: Projet d'Appui aux Directions Régionales de Développement Rural de la Casamance en vue de compléter l'information territoriale en rapport avec le développement rural
2	Amélioré le fonctionnement administratif des CL	Ont été formés les acteurs locaux en gestion municipale des communes, départements et Pôle de Casamance (horizon en vue: renouvellement électoral en 2014)	On supprime les Agences Régionales de Développement et la nouvelle Agence n'assume pas des compétences d'appui institutionnel aux CL	* Nombre éparpillé de participants par sexe qui reçoivent une information spécialisée (élus locaux, services déconcentrés, société civile)	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales de la Région naturelle de Casamance à Kolda, Ziguinchor et Sedhiou port l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. ONGD espagnoles: 10-CO1-13_01. APS/ATO SAGE: Contribution à la Sécurité alimentaire et Gouvernance environnementale au Sénégal, en Gambie et Guinée Bissau. /// SE 2015: PNDL Casamance. Appui aux collectivités territoriales nées de la reforme territoriale
		Renforcement du système de suivi (appui-conseil) des collectivités locales par les agences responsables de leur encadrement	On supprime les Agences Régionales de Développement et la nouvelle Agence n'assume pas des compétences d'appui institutionnel aux CL	* Nombre d'interventions qui sont suivies dans les collectivités locales (contrat plan avec le Gouverneur; PLD; mise en œuvre d'interventions du PLD avec des Appels d'Offres conformes au code des Marchés" jusqu'à l'Acceptation des travaux)	

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

N°	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS	
3	Amélioration de la qualité des services publics stratégiques (urbanisme, Etat Civil et Gestion des résidus solides) offerts par les collectivités locales de la Casamance	Amélioration de la qualité de Service de l'Etat Civil des Collectivités Locales de Casamance	L'Etat n'améliore pas le cadre législatif et réglementaire. L'Etat ne transfère pas au CL les ressources nécessaires pour que celles-ci réalisent les compétences décentralisées aux Communes.	Au moins 3 collectivités locales en Casamance ont amélioré (informatisation, protocole de registre, actes, archives, fiabilité, etc.) le service d'état civil (1 par région) / En 2015 le nombre d'inscrits à l'Etat Civil s'est multiplié par x% dans les CL d'intervention	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales des régions de Casamance ( <b>Ziguinchor, Sedhiou et Kolda</b> ) pour l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. <b>ONGD espagnoles:</b> (CRE, MDM, CONEMUND, Convention en préparation / Appel à candidature ONGD 2014 / NOUVELLE INTERVENTION POUR 2014 OU 2015	
		L'expérience de Oussouye répliquée sur le Service d'Urbanisme à Bignona	Manque de volonté politique des nouveaux élus locaux (Elections Juin 2014)	Service opérationnel (équipé et formé) doté d'un plan général d'urbanisme adopté à Bignona.		
		Définition d'un modèle de gestion de résidus solides dans la Région de Casamance approuvé par le Plan National de Gestion des Résidus	Manque de consensus des acteurs (société civile, élus, services déconcentrés) des différentes collectivités locales sur le modèle proposé.	OU/NON le modèle de gestion de résidus pour la Région de Casamance		Nouvelles interventions: bilatérale et ONG
		Mis en œuvre d'un modèle de gestion des résidus solides dans deux collectivités locales (Capitale de département de la Région de Casamance)	Les collectivités locales n'approuvent pas le modèle de gestion de résidus dans leur plan local de développement	Commencement avant fin 2015 dans une collectivité de Casamance du modèle de gestion de résidus validé par le PNGR		
4	Les collectivités locales améliorent leur recouvrement de taxes et impôts locaux	Réalisation de diagnostic, d'analyse et de sélection de taxes et d'impôts municipaux, dans les collectivités d'intervention	Manque de consensus des acteurs (société civile, élus, services déconcentrés) des différentes collectivités locales sur la fiscalité locale	Réalisation de 15 diagnostics d'ici à Décembre 2015	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales de la Région naturelle de Casamance à Kolda, Ziguinchor et Sedhiou port l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. /// <b>SE 2015:</b> PNDL Casamance - appui aux Collectivités territoriales nées de la réforme territoriale	
		Population, élus locaux et services déconcentrés sensibilisés et formés sur la nécessité d'appliquer des taxes locaux	Réticence des populations pour le manque de transparence dans la gestion municipale	Nombre de campagnes de sensibilisation par collectivité réalisées en Casamance /*N° de participants repartis par sexe et ayant reçu une formation spécialisée		

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

N°	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS
		Mise en œuvre et suivie du recouvrement et utilisation des taxes et impôts locaux	Absence de collaboration entre les services déconcentrés et les autorités locales	En 2015, au moins 15 Collectivités locales ont augmenté de 25% le recouvrement des taxes et impôts locaux / Au moins 2 Collectivités reflètent dans le budget municipal la traçabilité en ce qui concerne les fonds recouverts par taxes et impôts locaux	
5	Augmentation de la participation et contrôle citoyen dans les politiques publiques locales des CL de la Casamance	Sensibilisation de la population sur la participation, contrôle et suivi citoyen des politiques publiques	Réticence de la population pour manque de transparence dans la gestion municipale	Nombre de Collectivités locales s'étant engagées à mettre en œuvre le processus citoyen participatif (en Conseil Municipal)	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales de la Région naturelle de Casamance à Kolda, Ziguinchor et Sedhiou port l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. ONGD espagnoles: 10-CO1-13_01. APS/ATO SAGE: Contribution à la Sécurité alimentaire et Gouvernance environnementale au Sénégal, en Gambie et Guinée Bissau. /// SE 2014 o 2015: SE 2014-15: MATCL - Capitalisation des expériences de contrôle citoyen et harmonisation pour leur mise en œuvre au niveau national. / FIIAPP - PROGRAMME APIA
		Définition d'un nouveau modèle de gestion, reddition de comptes et contrôle citoyen local opérationnel	Manque de leadership interministériel du MATCL au sein du Gouvernement et par rapport aux collectivités Locales	En 2015 au moins 6 CL ont élaboré des budgets participatifs et des mécanismes de control citoyen	
		Habilitation de nouveaux espaces de participation citoyenne	Les Mairies ne respectent pas les décisions arrêtées dans les instances municipales (quartiers) de participation citoyenne	*Nombre de expériences de contrôle citoyen opérées dans les collectivités locales (budgets participatifs, budgets sensibles au genre et à l'enfance, débats d'orientation budgétaire, planification citoyenne "label" citoyen, cadres de concertation citoyenne locale, nombre d'actions d'information, sensibilisation et de suivi des politiques locales) ** % de participation des femmes dans les actions de contrôle citoyen	

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

N°	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS
6	Elaboration et mise en oeuvre de budgets sensibles à la question genre dans le CL	Sensibilisation de la population, des élus locaux et services déconcentrés, par rapport au besoin d'introduire l'approche genre dans les politiques publiques locales (SNEEG)  Des politiques publiques de genre dans les collectivités Locales de Casamance sont traduites dans les budgets locaux	Réticence culturelle de la population à assumer les droits de femmes reconnus légalement au Sénégal  Manque de volonté politique des nouveaux élus locaux (Elections Juin 2014)	Nombre d'heures d'émissions par les Radios Communautaires de Casamance sur la question genre à travers des programmes de sensibilisation (budget participatif, accès à la terre, lutte contre la répudiation, mariages forcés et grossesses précoces, violence de genre, etc. )  En 2015 au moins 6 CL ont élaboré des budgets sensibles à la question genre avec de nouveaux chapitres budgétaires spécifiques de genre	SE: 2392/10; 2013/SPE/0400097; 013/SPE/0400098: Programmes d'appui aux Collectivités Locales de la Région naturelle de Casamance à Kolda, Ziguinchor et Sedhiou port l'amélioration de l'accès aux services de base et les instances de décision locales et régionales. ONGD espagnoles: 10-CO1-13_01. APS/ATO SAGE: Contribution à la Sécurité alimentaire et Gouvernance environnementale au Sénégal, en Gambie et Guinée Bissau. /// SE 2015: PNDL Casamance - appui aux collectivités territoriales nées de la réforme territoriale /// APPEL A CANDIDATURE DE PROJETS 2014 - 2015
7	Amélioration de la gestion des finances publiques	Définition d'un nouveau système de suivi de l'aide budgétaire dans le cadre de l'ACAB	L'engagement d'introduire réformes en matière de finances publiques en accord avec les engagements obtenus avec les pays donateurs n'a pas été respecté et, par conséquent, les versements d'aide budgétaires n'ont pas été effectués	*Un suivi d'au moins X % de la Déclaration de Paris a été réalisé dans les politiques nationales **On a mobilisé au moins X % de Taux / Indice d'absorption des ressources extérieures ***On a adopté au moins X % recommandations dans les rencontres avec le PTF (ACAB)	2014: Suivi GT ACAB / 2015: APG o APS avec des indicateurs de développement rural ou de genre
8	La population infantile, est protégée par le système légal et de sécurité face aux violations de ses droits	Validation technique du Code de l'Enfance  Formation des acteurs institutionnels clé sur le dispositif de protection judiciaire (ministère de l'Intérieur, Ministère de la Famille, Ministère de la justice, Services de la Sante, Education, administration locale)	Les autres institutions ne collaborent pas avec la direction des Droits de l'Homme qui pilote le processus  Il ne s'instaure pas une bonne collaboration institutionnelle entre les institutions chargées de la protection des enfants	OUI/NON Projet de loi du code de l'Enfant soumis à la Primature pour leur validation politique et approuvé par l'Assemblée Nationale  * N° de députés de journalistes, de personnel AEMO, personnel des Ministères formés par régions indicateurs divisés par genre)	SE : 2013/SPE/0400147: Amélioration des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs Etatiques et la Société civile au Sénégal en vue de revendiquer les droits des enfants et d'assurer leur protection  SE : 2013/SPE/0400147: Amélioration des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs Etatiques et la Société civile au Sénégal en vue de revendiquer les droits des enfants et d'assurer leur protection 10-CO1-17MDM: "Amélioration de la santé des populations notamment celles plus pauvres et plus vulnérables, par le renforcement et le développement de leurs éléments culturels caractéristiques, par l'impulsion des capacités d'inclusion des politiques publiques et la mise en place d'une participation communautaire en leur sein, au mali et au Sénégal. Convention en formulation

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

N°	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS
		Société civile et population des régions prioritaires sensibilisées sur les lois et mécanismes de dénonciation	Il ne s'instaure pas une bonne collaboration institutionnelle avec la Société civile pour mener à bien les campagnes de sensibilisation dans les régions	Nombre de dénonciations pour violation des droits de l'enfant (au moins 50 cas de violations des droits portés devant la justice, dont 50 % sur les enfants de sexe féminin	SE : 2013/SPE/0400147: Amélioration des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs Etatiques et la Société civile au Sénégal en vue de revendiquer les droits des enfants et d'assurer leur protection 10-C011 CRE: Convention générale pour l'Afrique Occidentale, avec des activités en matière de protection de l'enfance, Santé, avec une attention particulière à la lutte contre la MGF et les maladies d'origine hydrique, eau et assainissement, sécurité alimentaire et activités génératrices de recettes au Sénégal, Mali, Guinée Bissau et Gambie. 10-C01-17MDM: "Amélioration de la santé des populations notamment celles plus pauvres et plus vulnérables, par le renforcement et le développement de leurs éléments culturels caractéristiques, par l'impulsion des capacités d'inclusion des politiques publiques et la mise en place d'une participation communautaire en leur sein, au Mali et au Sénégal. Convention en préparation
		Habilitation dans 6 départements (Ziguinchor, Dakar, Saint Louis, Fatick et Tambacounda) des mécanismes de concertation départementale pour rendre effective la protection de l'enfance (accent mis sur les plaintes pour violation des droits de l'enfance)	On ne note pas une bonne collaboration institutionnelle entre avec la société Civile pour mener à bien cette activité	OUI/NON Protocoles opérationnels de protection de l'enfance dans les 6 départements / Nombre de ONG participant activement dans les mécanismes de protection départementale	SE : 2013/SPE/0400147: Amélioration des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs Etatiques et la Société civile au Sénégal en vue de revendiquer les droits des enfants et d'assurer leur protection. 10-C01-17MDM: "Amélioration de la santé des populations notamment celles plus pauvres et plus vulnérables, par le renforcement et le développement de leurs éléments culturels caractéristiques, par l'impulsion des capacités d'inclusion des politiques publiques et la mise en place d'une participation communautaire en leur sein, au Mali et au Sénégal. Convention en préparation / Appel à candidature de projets 2014 et 2015 / FIIAPP: APIA / SE 2015 CASAMANCE

**AECID - PROGRAMMATION OPÉRATIONNELLE - GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE - 2014-2015**

No	EFFETS SCOMPTÉS (Définis dans le MAP)	PRODUITS	RISQUES ASSOCIÉS À DES PRODUITS	INDICATEURS DE PRODUIT	INTERVENTIONS
		Le mécanisme de protection de l'enfance et assistance juridique gratuite pour enfants mineurs dispose d'un fonds départemental d'assistance	La mise en marche des fonds rencontre des problèmes de justification et d'administration	* Nombre d'enfants (garçons/filles) bénéficiaires du fonds d'assistance judiciaire	SE : 2013/SPE/0400147: Amélioration des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs Etatiques et la Société civile au Sénégal en vue de revendiquer les droits des enfants et d'assurer leur protection Convention en préparation de DDHH / Appel à candidature de projets 2014 et 2015 / FIIAPP: APIA / SE 2015 CASAMANCE / PROJET CONVENTION ONGD